

Pouvoir d'emprunt

circonscription et contrôler les cordons de la bourse. La présumption était que nous avions droit aux fruits de notre labeur, dont une partie profiterait au bien général.

La fiscalité est une réalité de notre époque et non d'il y a 700 ans. C'est un fait nouveau mais aujourd'hui, le principe sur lequel elle repose est en train de changer, ce qui fait que le gouvernement s'imagine que l'argent lui appartient et qu'il veut bien nous en laisser un peu pour construire notre maison, diriger notre exploitation agricole ou poursuivre nos activités. Le principe n'est plus le même comme en témoigne le fait que le revenu de l'an dernier est imprimé sur les déclarations d'impôt, ainsi que la situation de famille et le numéro d'assurance sociale du contribuable. Le rôle que l'on prêtait au gouvernement a bien changé. Il importe de comprendre que tout gouvernement qui accepte de représenter le peuple reconnaît que le pouvoir qui lui est investi vient du peuple. C'est le peuple qui détient le pouvoir. Or, ce n'est pas le principe sur lequel ou se fonde aujourd'hui. On considère aujourd'hui que c'est le gouvernement qui détient le pouvoir. Le gouvernement prendra toutes les décisions qu'il désire et au diable la Chambre des communes et la représentation populaire.

Le gouvernement estime que lui et lui seul importe. C'est lui qui décidera si les représentants du peuple à la Chambre des communes auront leur mot à dire et s'il se donnera la peine de leur fournir des explications. C'est pourquoi nous ne devrions pas être surpris d'être en train de débattre une demande de pouvoir d'emprunt de 19 milliards de dollars, sans qu'aucun plan de dépenses ne nous soit soumis, ni aucun budget. Le gouvernement veut simplement cet argent. Il veut percevoir sa dîme. C'est un peu un retour à l'époque antérieure à la Grande Charte. C'est un retour à l'époque où le roi traitait ses gens comme des sujets et non comme des citoyens, et où il considérait comme de son droit de percevoir la somme qu'il souhaitait, quelle qu'elle soit. C'est le roi Jean qui désirait tout simplement construire un plus gros château et accabler encore un peu plus son peuple déjà opprimé. Voilà le genre de gouvernement qui nous dirige aujourd'hui.

En parlant des droits à la propriété, je dois dire que bien des gens dans ma circonscription pensent que cette question revient à savoir si oui ou non ils peuvent conserver leur exploitation agricole ou leur maison. Ce n'est pas là l'essentiel, ce n'est qu'un aspect de la question. Il s'agit en réalité de savoir si le particulier a droit de jouir en priorité du fruit de son labeur. Ce principe a évolué au cours des dernières années, sous l'actuel premier ministre (M. Trudeau). Le gouvernement part désormais du principe qu'il a un droit exclusif sur le fruit de notre travail et qu'il nous laissera ce qu'il juge bon de nous laisser.

Des voix: Bravo!

M. Malone: Le gouvernement n'a aucun budget, aucun plan ni aucune prévision. Il s'est contenté de demander plus d'argent. Qui n'en veut pas de nos jours? Lequel d'entre nous ne veut pas plus d'argent? Quel Canadien ne souhaite pas en avoir plus? Lequel d'entre nous peut s'adresser à un directeur de banque et lui dire: «Monsieur, je voudrais de l'argent, j'ai besoin d'un million de dollars»? Le directeur de banque lui répondrait: «Pourquoi faire?» Si on lui répond: «Cela me regarde, monsieur, et je n'ai pas à vous le dire», qui pourra s'attendre à ce que le banquier accorde un prêt de un million

de dollars? Cependant, le gouvernement s'adresse à la Chambre, aux Canadiens en leur disant qu'il veut 19 milliards de dollars.

Je vais donner une idée aux députés de ce que représentent 19 milliards de dollars. Il y a quelques années, les États-Unis ont acheté l'Alaska pour huit millions de dollars. Si les États-Unis décidaient d'acheter le Canada pour 24 milliards de dollars—bien que je ne puisse le mettre en vente parce que ce n'est pas en mon pouvoir—cela représenterait un million de dollars par Canadien. Cependant, le gouvernement veut emprunter 19 milliards. Certains pourraient être enthousiasmés à l'idée de toucher un million et d'être débarrassés de la troupe d'en face, parce que leur pays leur semblerait alors plus intéressant que ces emprunts incessants d'une année à l'autre. Il est encore temps de nous ressaisir, Votre Honneur.

Notre gouvernement n'a pas plus de moralité qu'un chat de gouttière. Il est prêt à donner \$800 par jour à Donald Macdonald pour découvrir des choses que tout le monde connaît déjà, à savoir qu'il faut réduire le secteur public et encourager davantage la petite entreprise. Il faut moins emprunter et faire baisser l'inflation. Voilà ce que va lui dire Donald Macdonald, mais après avoir dépensé des millions alors que n'importe quel Canadien lui aurait dit la même chose sans qu'il lui en coûte un sou.

• (1730)

On ne ménage pas les récompenses à Michael Pitfield qui finit par aboutir au Sénat. On permet à Judd Buchanan de construire un immeuble d'appartements sur un terrain ou pratiquement aucun Canadien ne pourrait construire. Qui lui a donné le permis de construire? Il a été libéral et il fait partie du gouvernement, cela suffit. Étant donné qu'il était en charge des parcs quand il était ministre, cela lui a conféré certains avantages.

Nous voilà maintenant aux prises avec le cas Gillespie qui nous ramène au ministre des Finances (M. Lalonde) et au vice-premier ministre (M. MacEachen) et les cadeaux qu'on distribue à l'intérieur de ce cercle fermé. Les Canadiens ne sont certainement pas du tout contents de la façon dont on dépense leurs deniers. Emprunter, c'est manger son pain blanc le premier.

Nous avons aujourd'hui hypothéqué notre avenir de 140 milliards de dollars. C'est la dette que le gouvernement fédéral a accumulée et ce n'est ni demain, ni le mois prochain, ni l'année prochaine ou dans dix ans qu'elle sera remboursée. Pour payer une pareille dette, il faut attendre la prochaine génération. Nous refilons nos dettes à des gens qui ne sont pas encore nés. Nous avons hypothéqué la prochaine génération. Nous avons préparé une facture pour nos successeurs. Voilà ce que coûte cette dette énorme. Pour satisfaire son égoïsme et ses appétits du moment, le gouvernement n'a pas hésité à engager la prochaine génération. Nous avons sacrifié nos enfants, nos ressources et l'avenir de notre pays à nos appétits du moment.

Si on se reporte à décembre dernier, nous dépensions, monsieur le Président, la bagatelle de 300 millions de dollars par jour, tous les jours de la semaine, dimanche et fêtes compris. C'est trois fois plus qu'en décembre de l'année précédente.

Il existe des sangsues au gouvernement qui l'obligent à nous taxer jusqu'à la corde. Ces sangsues, ce sont les 480 sociétés de la Couronne, les sociétés pétrolières qu'on a payées deux fois